



Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre et la période de neuf mois
clos le 31 décembre 2022



Compte rendu de la direction.....	1
Déclaration de responsabilité de la direction.....	10
États financiers intermédiaires résumés (non audités).....	11

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN
COMPTE RENDU DE LA DIRECTION
POUR LE TRIMESTRE ET LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022

Le compte rendu de la direction présente les principales activités et initiatives ainsi que les risques et les résultats financiers importants de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022. Ce compte rendu devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités de l'ACSTA pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, qui ont été préparés conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34). Ce compte rendu devrait aussi être lu conjointement avec le *Rapport annuel 2022* de l'ACSTA, le *Rapport financier trimestriel pour le trimestre clos le 30 juin 2022* et le *Rapport financier trimestriel pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2022*. Les informations communiquées dans le présent rapport sont exprimées en milliers de dollars canadiens et sont à jour au 22 février 2023, sauf indication contraire.

Déclarations prospectives

Les lecteurs sont avisés que le présent rapport renferme un certain nombre d'informations et de déclarations prospectives. Ces dernières contiennent des données qui sont généralement déclarées comme étant anticipées, prévues ou projetées par l'ACSTA. Elles comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats et le rendement réels de l'ACSTA diffèrent de manière significative de tout résultat ou toute performance futurs exprimés ou sous-entendus dans les informations prospectives en question.

Caractère significatif

En vue de déterminer les informations qui doivent être présentées dans ce rapport, la direction applique le concept de caractère significatif comme guide pour la présentation. La direction estime que des informations sont significatives s'il est vraisemblable que leur omission ou une anomalie les concernant, appréciée par rapport aux circonstances particulières, puisse influencer sur les décisions économiques prises par les intervenants de l'ACSTA.

APERÇU DE L'ORGANISATION

L'ACSTA est une société d'État mandataire, financée par des crédits parlementaires. Elle rend compte au Parlement du Canada par l'intermédiaire du ministre des Transports. Sa mission est de protéger le public en assurant la sûreté d'aspects critiques du système de transport aérien.

L'ACSTA s'acquitte du mandat d'effectuer le contrôle de sécurité dans 89 aéroports désignés au pays au moyen d'un modèle de tiers fournisseur de services de contrôle. L'ACSTA est chargée d'exécuter les quatre activités suivantes qui sont prévues dans son mandat :

- le contrôle préembarquement (CPE) : le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels avant leur entrée dans la zone sécurisée d'une aérogare;

- le contrôle des bagages enregistrés (CBE) : le contrôle de tous les bagages enregistrés (ou bagages de soute) des passagers afin de détecter des articles interdits, comme les explosifs, avant qu'ils soient chargés dans un aéronef;
- le contrôle des non-passagers : le contrôle aléatoire des non-passagers, tels que le personnel navigant, le personnel de piste et les employés de l'aéroport, ainsi que leurs effets personnels, y compris les véhicules et leur contenu, qui pénètrent dans les zones réglementées des aéroports qui présentent les risques les plus élevés;
- le programme de carte d'identité pour les zones réglementées (CIZR) : le système qui utilise les données biométriques (image de l'iris et empreintes digitales) pour permettre aux non-passagers d'accéder aux zones réglementées des aéroports. L'administration aéroportuaire est l'autorité de dernière instance en matière de l'accès aux zones réglementées d'un aéroport.

L'ACSTA est aussi tenue de voir à ce que le contrôle de sûreté s'effectue de manière uniforme au Canada. Elle est également responsable des fonctions rattachées à la sûreté du transport aérien que le ministre des Transports pourrait lui assigner, sous réserve des modalités que ce dernier pourrait établir.

En plus des activités prévues dans son mandat, l'ACSTA a conclu une entente avec Transports Canada afin d'effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports où il est possible de le faire. Ce programme, destiné à contrôler de petites quantités de fret en dehors des heures de pointe, prévoit l'utilisation du matériel technologique et des ressources en place.

Au cours des années précédentes, l'Administration a fourni ces services aux aéroports désignés et non désignés selon le principe de recouvrement des coûts. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, aucun service de ce type n'a été fourni du 1^{er} avril 2020 au 24 juin 2022, date à laquelle l'ACSTA a recommencé à fournir des services de contrôle à l'administration aéroportuaire de Muskoka. Cette entente était en vigueur pour la saison estivale des voyages jusqu'au 6 septembre 2022.

CONTEXTE OPÉRATIONNEL

REPRISE DE L'INDUSTRIE

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions sans précédent sur l'industrie aéronautique. Les volumes de passagers ont atteint un creux historique en avril 2020. Selon les statistiques produites par le Système de sûreté des cartes d'embarquement de l'ACSTA et d'autres sources, le nombre de personnes contrôlées au Canada est passé de 8,2 millions de passagers pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 à 14,8 millions de passagers pour le trimestre clos le 31 décembre 2022. Au printemps 2022, l'ACSTA a fait face à des défis en raison de la reprise de la demande de voyages aériens dans certains aéroports. Bien que les fournisseurs de services de contrôle de l'ACSTA aient commencé à rappeler les agents de contrôle mis à pied et à en embaucher de nouveaux à partir du printemps 2021, des efforts d'embauche accrus ont été nécessaires pour répondre aux pressions sur les temps d'attente à certains points de contrôle.

RISQUES ET INCERTITUDES

L'ACSTA maintient une gestion efficace des risques de l'entreprise afin de s'assurer que les risques sont identifiés, évalués et gérés de manière appropriée. Une évaluation complète des risques d'entreprise de l'Administration, des répercussions potentielles et des mesures d'atténuation est publiée dans le *Rapport annuel 2022* de l'ACSTA.

Les cotes globales de risques d'entreprise de l'ACSTA restent inchangées par rapport à ce qui est indiqué dans le *Rapport financier trimestriel de l'ACSTA pour le trimestre clos le 30 juin 2022*. L'ACSTA surveille et atténue activement les répercussions continues de la reprise de l'industrie aéronautique sur ses risques d'entreprise.

ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

La présente partie du rapport décrit les écarts principaux constatés à l'état intermédiaire résumé du résultat global pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre 2022 et 2021.

Points saillants financiers – État intermédiaire résumé du résultat global (non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos le				Périodes de neuf mois closes le			
	31 décembre				31 décembre			
	2022	2021	Écart en \$	Écart en %	2022	2021	Écart en \$	Écart en %
Charges ¹								
Services de contrôle et autres coûts connexes	180 040 \$	139 885 \$	40 155 \$	28,7 %	529 488 \$	407 292 \$	122 196 \$	30,0 %
Exploitation et entretien du matériel	10 886	10 224	662	6,5 %	31 183	29 587	1 596	5,4 %
Soutien des programmes et services généraux	22 298	21 037	1 261	6,0 %	67 973	63 398	4 575	7,2 %
Amortissement	11 120	20 143	(9 023)	(44,8 %)	33 162	60 872	(27 710)	(45,5 %)
Total des charges	224 344	191 289	33 055	17,3 %	661 806	561 149	100 657	17,9 %
Autres charges (produits)	590	(236)	826	350,0 %	(743)	1 860	(2 603)	(139,9 %)
Performance financière avant les produits et le financement public	224 934	191 053	33 881	17,7 %	661 063	563 009	98 054	17,4 %
Produits	763	57	706	1238,6 %	1 573	184	1 389	754,9 %
Financement public								
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	211 569	170 751	40 818	23,9 %	624 048	499 319	124 729	25,0 %
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	10 230	19 247	(9 017)	(46,8 %)	30 421	60 050	(29 629)	(49,3 %)
Crédits parlementaires pour les paiements de loyers	859	801	58	7,2 %	2 878	2 812	66	2,3 %
Total du financement public	222 658	190 799	31 859	16,7 %	657 347	562 181	95 166	16,9 %
Performance financière	(1 513) \$	(197) \$	(1 316) \$	(668,0 %)	(2 143) \$	(644) \$	(1 499) \$	(232,8 %)
Autres éléments du résultat global	4 999	(14 002)	19 001	135,7 %	9 383	(7 238)	16 621	229,6 %
Résultat global total	3 486 \$	(14 199) \$	17 685 \$	124,6 %	7 240 \$	(7 882) \$	15 122 \$	191,9 %

¹ Les charges d'exploitation sont présentées par activité de programme dans l'état intermédiaire résumé du résultat global, alors qu'elles sont présentées par catégorie principale de charge dans le tableau ci-dessus, conformément à la note complémentaire 13 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022.

Services de contrôle et autres coûts connexes

Les charges relatives aux services de contrôle et autres coûts connexes ont augmenté de 40 155 \$ (28,7 %) et de 122 196 \$ (30,0 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2021. Ces hausses s'expliquent surtout par une augmentation du volume de passagers, ce qui a entraîné l'achat d'heures de contrôle supplémentaires pour un total de 34 069 \$ et 99 783 \$, partiellement compensé par l'achat de moins d'heures associées à la vérification de la température pour un total de 0 \$ et de 15 997 \$, respectivement. Ces augmentations sont principalement attribuables à l'augmentation annuelle du taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle, totalisant 5 725 \$ et 11 625 \$, respectivement, et à l'augmentation des dépenses au titre de la formation des agents de contrôle et autres initiatives connexes à l'appui de la reprise de l'industrie aéronautique de 25 758 \$, pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2022.

Soutien des programmes et services généraux

Les charges relatives au soutien des programmes et des services généraux ont augmenté de 1 261 \$ (6,0 %) et de 4 575 \$ (7,2 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2021. Ces hausses sont principalement attribuables à une augmentation des frais relatifs aux employés de 1 044 \$ et de 3 075 \$, respectivement, et à des coûts plus élevés à l'appui des priorités organisationnelles (reprise de l'industrie, engagement avec les Autochtones et modernisation de l'espace de travail) totalisant 808 \$ et 3 275 \$, respectivement. Ces hausses ont été partiellement compensées par la baisse des coûts associés au régime de retraite à prestations déterminées de l'ACSTA, totalisant 592 \$ et 1 776 \$, respectivement.

Amortissement

L'amortissement a diminué de 9 023 \$ (44,8 %) et de 27 710 \$ (45,5 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2021. Les diminutions sont principalement attribuables à la modification de la durée de vie utile estimée de certains matériels de contrôle de l'ACTSA et des logiciels du réseau centralisé connexes, qui passe de 10 ans à 15 ans, à compter du 1^{er} avril 2022.

Autres charges (produits)

Les autres charges (produits) ont augmenté de 826 \$ (350,0 %) et diminué de 2 603 \$ (139,9 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2021. La baisse pendant la période de neuf mois close le 31 décembre 2022 est surtout attribuable à des pertes de valeur et à des gains de change nets plus faibles que prévu. La diminution est partiellement compensée par des gains nets sur la juste valeur des instruments financiers dérivés plus faibles que prévu.

Financement public

L'ACSTA est financée au moyen de crédits provenant du Trésor fédéral pour ses charges d'exploitation et ses dépenses en immobilisations. Depuis l'adoption de la norme IFRS 16, une partie des paiements de loyers de l'ACSTA est désormais financée par les crédits parlementaires pour les dépenses en immobilisations.

Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation

Le montant des crédits parlementaires pour les charges d'exploitation a augmenté de 40 818 \$ (23,9 %) et de 124 729 \$ (25,0 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2021. Ces augmentations sont principalement attribuables à la hausse des charges au titre des services de contrôle et des autres coûts connexes, décrites précédemment.

Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations

L'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations a diminué de 9 017 \$ (46,8 %) et de 29 629 \$ (49,3 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2021. Les diminutions sont principalement attribuables à une réduction des charges d'amortissement, décrites précédemment.

Crédits parlementaires pour les paiements de loyers

Les paiements de loyers de l'ACSTA sont généralement versés au cours du mois où les crédits correspondants sont reçus. Il n'y a donc aucun financement public différé associé à ces dépenses.

Les crédits parlementaires pour les paiements de loyers sont comparables à l'exercice précédent.

Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global comprennent les réévaluations trimestrielles sans effet sur la trésorerie découlant de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et au rendement des actifs des régimes de retraite.

Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 4 999 \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2022 était attribuable à un gain de réévaluation en raison d'un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur au taux initialement posé comme hypothèse par l'ACSTA. La perte au titre des autres éléments du résultat global de 14 002 \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 est attribuable à une perte de réévaluation de 28 069 \$ du passif au titre des prestations définies qui s'explique par une diminution du taux d'actualisation de 50 points de base entre le 30 septembre 2021 et le 31 décembre 2021. Cette perte a été partiellement compensée par un gain de réévaluation de 14 067 \$ résultant d'un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur à celui utilisé par l'ACSTA dans ses hypothèses.

Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 9 383 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2022 a été attribuable à un gain de réévaluation de 39 852 \$ du passif au titre des prestations définies qui s'explique par une augmentation du taux d'actualisation de 100 points de base entre le 31 mars 2022 et le 31 décembre 2022. Il est en partie compensé par une perte de réévaluation de 30 469 \$ résultant d'un taux de rendement réel sur les actifs des régimes plus faible que le taux posé comme hypothèse par l'ACSTA. La perte au titre des autres éléments du résultat global de 7 238 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021 était attribuable à une perte de réévaluation de 28 069 \$ du passif au titre des prestations définies qui s'explique par une diminution du taux d'actualisation de 50 points de base entre le 31 mars 2021 et le 31 décembre 2021. Cette perte a été partiellement compensée par un gain de réévaluation de 20 831 \$ résultant d'un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur à celui utilisé par l'ACSTA dans ses hypothèses.

Pour plus de renseignements, se reporter à la note complémentaire 9 des états financiers intermédiaires résumés non audités.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La présente section décrit les principaux écarts observés à l'état intermédiaire résumé de la situation financière au 31 décembre 2022, comparativement au 31 mars 2022.

Points saillants financiers – État intermédiaire résumé de la situation financière				
(non audité)	31 décembre	31 mars		
(en milliers de dollars canadiens)	2022	2022	Écart en \$	Écart en %
Actifs courants	173 246 \$	126 526 \$	46 720 \$	36,9 %
Actifs non courants	465 134	480 996	(15 862)	(3,3%)
Total des actifs	638 380 \$	607 522 \$	30 858 \$	5,1 %
Passifs courants	177 668 \$	129 955 \$	47 713 \$	36,7 %
Passifs non courants	415 698	439 793	(24 095)	(5,5%)
Total des passifs	593 366 \$	569 748 \$	23 618 \$	4,1 %

Actifs

Les actifs courants ont augmenté de 46 720 \$ (36,9 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 30 113 \$ de la trésorerie principalement attribuable au moment où les décaissements ont été effectués pour régler les fournisseurs (biens et services);
- une augmentation de 19 554 \$ au titre des clients et autres débiteurs principalement attribuable à une hausse des crédits parlementaires à recevoir;
- une diminution des charges payées d'avance de 2 691 \$ attribuable à l'amortissement des primes annuelles d'assurance et des services annuels d'entretien et de soutien.

Les actifs non courants ont diminué de 15 862 \$ (3,3 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une diminution de 20 590 \$ des immobilisations corporelles et incorporelles principalement attribuable à un amortissement totalisant 30 508 \$, qui a été partiellement compensé par des acquisitions de 9 934 \$;

Passifs

Les passifs courants ont augmenté de 47 713 \$ (36,7 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 52 683 \$ des fournisseurs et autres créditeurs en raison du moment où les décaissements ont été effectués en lien avec les obligations non réglées auprès des fournisseurs;
- une diminution de 3 512 \$ du financement public différé lié aux charges d'exploitation en raison de la réduction des soldes des stocks et des charges payées d'avance.

Les passifs non courants ont diminué de 24 095 \$ (5,5 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une diminution du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations de 20 635 \$ découlant d'un amortissement du financement public différé lié aux immobilisations de 30 421 \$ dépassant les crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations de 9 786 \$;
- une diminution de 2 382 \$ du passif au titre des avantages du personnel pour l'autre régime à prestations définies de l'ACSTA.

PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Les activités de l'ACSTA sont financées au moyen des crédits parlementaires accordés par le gouvernement du Canada et sont décrites dans le *Résumé du plan d'entreprise 2022-2023 à 2026-2027* de l'ACSTA.

RAPPORT SUR L'UTILISATION DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES

Les crédits parlementaires utilisés sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice dite « de caisse modifiée ».

Dépenses de fonctionnement

Le tableau ci-après permet donc d'effectuer un rapprochement de la performance financière comptabilisée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation :

Rapprochement de la performance financière et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (non audités) (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois closes le	
	31 décembre		31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Performance financière avant les produits et le financement public	224 934 \$	191 053 \$	661 063 \$	563 009 \$
Produits	(763)	(57)	(1 573)	(184)
Performance financière avant le financement public	224 171	190 996	659 490	562 825
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	(11 120)	(20 143)	(33 162)	(60 872)
Frais relatifs aux employés à payer ¹	(877)	(881)	(2 829)	(2 880)
Charges financières sans effet sur la trésorerie liées aux contrats de location	(65)	(49)	(202)	(123)
Gain (perte) de change hors trésorerie comptabilisé en performance financière	139	63	17	(208)
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat	(970)	498	503	1 194
Charges au titre des avantages du personnel ²	291	334	247	1 430
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	(67)	(16)	(107)
Perte de valeur d'immobilisations corporelles	-	-	-	(1 940)
Crédits utilisés pour les charges d'exploitation	211 569 \$	170 751 \$	624 048 \$	499 319 \$
Autres éléments affectant le financement				
Variation nette des charges payées d'avance et des stocks ³	446	(1 433)	(3 512)	(6 233)
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation	212 015 \$	169 318 \$	620 536 \$	493 086 \$

¹ Les frais relatifs aux employés à payer sont des ajustements comptables qui se composent des sommes engagées au titre de la rémunération variable et des indemnités de vacances utilisées et constituées au 31 décembre 2022. Ces frais sont comptabilisés selon la comptabilité de caisse modifiée seulement à la fin de l'exercice, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement lors des périodes intermédiaires.

² Les avantages du personnel sont comptabilisés dans l'état intermédiaire résumé du résultat global conformément aux IFRS. L'élément de rapprochement susmentionné représente la différence entre les versements en espèces au titre des avantages du personnel et la charge comptable selon les IFRS.

³ Les charges et les stocks payés d'avance au moyen des crédits pour les charges d'exploitation sont passés en charges au fur et à mesure qu'un avantage lié à l'actif est obtenu par l'ACSTA. Ils sont financés au moyen des crédits parlementaires au moment où les achats sont faits, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

Le tableau ci-après résume le rapprochement des dépenses en immobilisations présentées selon les IFRS et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations :

Rapprochement des dépenses en immobilisations et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (non audités) (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos le 31 décembre		Périodes de neuf mois closes le 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
	Matériel lié aux systèmes de détection d'explosifs (SDE)	4 715 \$	452 \$	8 208 \$
Matériel non lié aux systèmes de détection d'explosifs (non SDE)	869	612	1 726	872
Paiements de loyers	859	801	2 878	2 812
Total des dépenses en immobilisations	6 443 \$	1 865 \$	12 812 \$	7 200 \$
Ajustement hors trésorerie pour la conversion de devises en lien avec des dépenses en immobilisations	(148)	-	(148)	4
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations	6 295 \$	1 865 \$	12 664 \$	7 204 \$

CRÉDITS PARLEMENTAIRES UTILISÉS PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Les crédits parlementaires utilisés pour les charges d'exploitation correspondent à ce qui est prévu dans le budget de fonctionnement décrit dans le *Résumé du plan d'entreprise 2022-2023–2026-2027* approuvé de l'ACSTA pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2022.

Les crédits parlementaires utilisés pour les dépenses en immobilisations pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2022 ont été inférieurs à ce qui était prévu. Cela est principalement dû aux retards accusés dans les dépenses en immobilisations relativement aux projets liés et non liés aux SDE résultant principalement des retards des fournisseurs et des changements dans les plans des projets aéroportuaires.

L'ACSTA est en voie d'atteindre les objectifs opérationnels et financiers et d'obtenir les résultats financiers pour l'exercice en cours qui sont décrits dans son *Résumé du plan d'entreprise 2022-2023–2026 -2027* qui a été approuvé.

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire* et à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de l'ACSTA aux dates de clôture présentées dans les états financiers intermédiaires résumés non audités et pour les périodes closes à ces dates.



Michael Saunders
Président et chef de la direction

Ottawa, Canada

22 février 2023



Nancy Fitchett, CPA, CA
Vice-présidente, Affaires organisationnelles et
chef des services financiers

Ottawa, Canada

22 février 2023

États financiers intermédiaires résumés

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

31 décembre 2022

(non audités)

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	31 décembre 2022	31 mars 2022
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie	37 694 \$	7 581 \$
Clients et autres débiteurs (note 4)	120 224	100 670
Stocks (note 5)	10 585	11 406
Dépenses payées d'avance	4 144	6 835
Actifs financiers dérivés (note 15)	599	34
	173 246	126 526
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 6)	373 504	392 726
Immobilisations incorporelles (note 7)	13 377	14 745
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 8)	14 055	16 569
Actif au titre des avantages du personnel (note 9)	64 198	56 950
Actifs financiers dérivés (note 15)	-	6
	465 134	480 996
Total des actifs	638 380 \$	607 522 \$
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	159 431 \$	106 748 \$
Retenues de garantie	1 781	1 637
Provisions (note 10)	-	200
Obligations locatives (note 11)	1 727	3 129
Financement public différé lié aux charges d'exploitation (note 12)	14 729	18 241
	177 668	129 955
Passifs non courants		
Obligations locatives (note 11)	12 973	14 107
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 12)	385 944	406 579
Passif au titre des avantages du personnel (note 9)	16 725	19 107
Passifs financiers dérivés (note 15)	56	-
	415 698	439 793
Capitaux propres		
Excédent accumulé	45 014	37 774
Total des passifs et des capitaux propres	638 380 \$	607 522 \$

Éventualités (note 10) et accords contractuels (note 16)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes le 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Charges				
Contrôle préembarquement	138 732 \$	103 961 \$	402 385 \$	287 214 \$
Contrôle des bagages enregistrés	37 763	40 596	112 401	119 963
Contrôle des non-passagers	34 412	33 839	105 782	115 799
Programme de carte d'identité pour les zones réglementées	1 191	936	3 361	2 378
Services généraux	12 246	11 957	37 877	35 795
Total des charges (note 13)	224 344	191 289	661 806	561 149
Autres charges (produits)				
Perte (gain) net sur la juste valeur d'instruments financiers dérivés	970	(498)	(503)	(1 194)
Charges financières	67	55	206	131
(Gain) perte de change	(447)	140	(462)	876
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	67	16	107
Perte de valeur d'immobilisations corporelles (note 6)	-	-	-	1 940
Total des autres charges (produits)	590	(236)	(743)	1 860
Performance financière avant les produits et le financement public	224 934	191 053	661 063	563 009
Produits				
Produits financiers	731	57	1 471	184
Produits divers	32	-	32	-
Services de contrôle – autres	-	-	70	-
Total des produits	763	57	1 573	184
Financement public				
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 12)	211 569	170 751	624 048	499 319
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 12)	10 230	19 247	30 421	60 050
Crédits parlementaires pour les paiements de loyers (note 14)	859	801	2 878	2 812
Total du financement public	222 658	190 799	657 347	562 181
Performance financière	(1 513) \$	(197) \$	(2 143) \$	(644) \$
Autres éléments du résultat global				
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière				
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	4 999	(14 002)	9 383	(7 238)
Résultat global total	3 486 \$	(14 199) \$	7 240 \$	(7 882) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le 31 décembre :	
	Excédent (déficit) accumulé
Solde au 30 septembre 2022	41 528 \$
Performance financière	(1 513)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	4 999
Solde au 31 décembre 2022	45 014 \$
Solde au 30 septembre 2021	19 823 \$
Performance financière	(197)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	(14 002)
Solde au 31 décembre 2021	5 624 \$
Pour les périodes de neuf mois closes le 31 décembre :	
	Déficit accumulé
Solde au 31 mars 2022	37 774 \$
Performance financière	(2 143)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	9 383
Solde au 31 décembre 2022	45 014 \$
Solde au 31 mars 2021	13 506 \$
Performance financière	(644)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	(7 238)
Solde au 31 décembre 2021	5 624 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes le 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Flux de trésorerie liés aux :				
Activités d'exploitation				
Performance financière	(1 513) \$	(197) \$	(2 143) \$	(644) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement (note 13)	11 120	20 143	33 162	60 872
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	970	(498)	(503)	(1 194)
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 12)	(10 230)	(19 247)	(30 421)	(60 050)
Variation du passif/de l'actif net au titre des avantages du personnel	(291)	(334)	(247)	(1 430)
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	67	16	107
Autres transactions sans effet sur la trésorerie	-	40	163	1 440
Perte de valeur d'immobilisations corporelles (note 6)	-	-	-	1 940
Variation nette des soldes du fonds de roulement (note 18)	(14 986)	13 001	31 698	21 458
	(14 930)	12 975	31 725	22 499
Activités d'investissement				
Crédits parlementaires reçus pour le financement d'immobilisations (note 14)	4 141	2 199	7 057	15 281
Acquisition d'immobilisations corporelles	(811)	(7 188)	(5 763)	(27 178)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(103)	(408)	(230)	(484)
	3 227	(5 397)	1 064	(12 381)
Activités de financement				
Paiements de capital sur les obligations locatives	(794)	(890)	(2 676)	(2 827)
	(794)	(890)	(2 676)	(2 827)
(Diminution) augmentation de la trésorerie	(12 497)	6 688	30 113	7 291
Trésorerie à l'ouverture de la période	50 191	14 689	7 581	14 086
Trésorerie à la clôture de la période	37 694 \$	21 377 \$	37 694 \$	21 377 \$

La charge d'intérêts payée et le produit d'intérêts reçu correspondent approximativement aux charges financières et aux produits financiers, respectivement, tel qu'ils sont présentés à l'état intermédiaire résumé du résultat global.

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 18)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

1. Renseignements sur l'organisation

L'ACSTA est une société d'État visée par la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle est une mandataire de Sa Majesté du chef du Canada. L'ACSTA est chargée d'assurer la sûreté d'aspects précis du système de transport aérien, qu'ils s'agisse du contrôle des passagers et des bagages, ou du contrôle des travailleurs des aéroports.

L'ACSTA est financée au moyen de crédits parlementaires et rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Transports. Au cours des exercices précédents, l'ACSTA avait fourni des services de contrôle aux aéroports désignés et non désignés selon le principe de recouvrement des coûts. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, aucun service de ce type n'a été fourni du 1^{er} avril 2020 au 24 juin 2022, date à laquelle l'ACSTA a repris les services de contrôle auprès de l'administration aéroportuaire de Muskoka. Cette entente de travail était en vigueur jusqu'au 6 septembre 2022.

Le Conseil d'administration a autorisé la publication des présents états financiers intermédiaires résumés le 22 février 2023.

2. Base d'établissement

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), telle qu'elle est publiée par le Conseil des normes comptables internationales (IASB) et approuvée par le Conseil des normes comptables du Canada.

L'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que la plupart des sociétés d'État mères préparent et publient des rapports financiers trimestriels conformément à la *Directive sur les normes comptables : Lignes directrice GC 5200 : Rapport financier trimestriel des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas été audités ni examinés par l'auditeur externe de l'ACSTA.

Comme l'autorise l'IAS 34, les présents états financiers intermédiaires sont présentés de façon résumée et, par conséquent, ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies pour être conformes, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions des IFRS relatives aux informations à fournir applicables aux états financiers annuels. Les présents états financiers intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans le jeu complet d'états financiers annuels audités le plus récent. Par conséquent, ils devraient être lus conjointement avec les états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

3. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires résumés sont décrites à la note 3 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2022, et dans les états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 30 juin 2022.

4. Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont composés des éléments suivants :

	31 décembre 2022	31 mars 2022
Crédits parlementaires (note 17)	110 200 \$	91 760 \$
TPS et TVH à recouvrer	8 504	6 937
TVP à recouvrer	1 459	1 973
Services de contrôle – autres	61	-
	120 224 \$	100 670 \$

Les modalités de crédit relatives aux comptes clients à recevoir sont de 30 jours. Au 31 décembre 2022 et au 31 mars 2022, aucun montant inclus dans les clients et autres débiteurs n'était en souffrance.

5. Stocks

Les stocks sont composés des éléments suivants :

	31 décembre 2022	31 mars 2022
Pièces de rechange	9 508 \$	9 733 \$
CIZR	986	854
Uniformes	91	819
	10 585 \$	11 406 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

6. Immobilisations corporelles

Le rapprochement des immobilisations corporelles se présente comme suit :

	Matériel de CPE	Matériel de CBE	Matériel de CNP	Matériel pour l'utilisa- tion de la CIZR	Ordinateurs, logiciels intégrés et matériel électronique	Mobilier et matériel de bureau	Amélio- rations locatives	Travaux en cours	Total
Coût									
Solde au 31 mars 2021	160 467	\$ 662 284	\$ 20 919	\$ 5 336	\$ 31 045	\$ 129	\$ 10 113	\$ 18 642	\$ 908 935
Entrées	400	1 016	-	226	118	-	-	4 017	5 777
Sorties	(2 394)	(5 630)	-	-	-	-	-	-	(8 024)
Radiations	(616)	(736)	(200)	(1 736)	(2 092)	-	-	(54)	(5 434)
Pertes de valeur	-	-	-	-	(1 582)	-	-	(358)	(1 940)
Reclassements	4 992	1 077	3	163	1 443	-	-	(7 704)	(26)
Solde au 31 mars 2022	162 849	\$ 658 011	\$ 20 722	\$ 3 989	\$ 28 932	\$ 129	\$ 10 113	\$ 14 543	\$ 899 288
Solde au 31 mars 2022	162 849	\$ 658 011	\$ 20 722	\$ 3 989	\$ 28 932	\$ 129	\$ 10 113	\$ 14 543	\$ 899 288
Entrées	427	363	-	160	188	-	767	7 780	9 685
Sorties	(5 269)	(4 430)	-	(95)	(313)	-	(2 918)	-	(13 025)
Radiations	-	-	-	(752)	(306)	-	-	(7)	(1 065)
Reclassements	5 613	3 399	-	-	401	-	30	(9 443)	-
Solde au 31 décembre 2022	163 620	\$ 657 343	\$ 20 722	\$ 3 302	\$ 28 902	\$ 129	\$ 7 992	\$ 12 873	\$ 894 883
Amortissement cumulé									
Solde au 31 mars 2021	109 590	\$ 289 287	\$ 15 012	\$ 4 206	\$ 18 051	\$ 72	\$ 9 148	\$ -	\$ 445 366
Amortissement	8 971	59 943	1 115	383	3 649	23	379	-	74 463
Sorties	(2 394)	(5 630)	-	-	-	-	-	-	(8 024)
Radiations	(555)	(706)	(154)	(1 736)	(2 092)	-	-	-	(5 243)
Solde au 31 mars 2022	115 612	\$ 342 894	\$ 15 973	\$ 2 853	\$ 19 608	\$ 95	\$ 9 527	\$ -	\$ 506 562
Solde au 31 mars 2022	115 612	\$ 342 894	\$ 15 973	\$ 2 853	\$ 19 608	\$ 95	\$ 9 527	\$ -	\$ 506 562
Amortissement	3 688	22 000	443	267	2 212	18	263	-	28 891
Sorties	(5 269)	(4 429)	-	(95)	(315)	-	(2 917)	-	(13 025)
Radiations	-	-	-	(752)	(297)	-	-	-	(1 049)
Solde au 31 décembre 2022	114 031	\$ 360 465	\$ 16 416	\$ 2 273	\$ 21 208	\$ 113	\$ 6 873	\$ -	\$ 521 379
Valeurs comptables									
Au 31 mars 2022	47 237	\$ 315 117	\$ 4 749	\$ 1 136	\$ 9 324	\$ 34	\$ 586	\$ 14 543	\$ 392 726
Au 31 décembre 2022	49 589	\$ 296 878	\$ 4 306	\$ 1 029	\$ 7 694	\$ 16	\$ 1 119	\$ 12 873	\$ 373 504

Au 31 mars 2022, la durée de vie utile estimée de certains matériels de contrôle et des actifs logiciels connexes du réseau centralisé a été évaluée et révisée, passant de 10 ans à 15 ans, afin de mieux refléter leur cycle de vie anticipée. Le changement d'estimation comptable sera comptabilisé sur une base prospective à compter du 1^{er} avril 2022.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

7. Immobilisations incorporelles

Le rapprochement des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

	Logiciels acquis à l'extérieur	Logiciels créés à l'interne	En développement	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2021	11 154 \$	20 844 \$	73 \$	32 071 \$
Entrées	439	39	-	478
Radiations	(776)	(395)	-	(1 171)
Reclassements	26	73	(73)	26
Solde au 31 mars 2022	10 843 \$	20 561 \$	- \$	31 404 \$
Solde au 31 mars 2022	10 843 \$	20 561 \$	- \$	31 404 \$
Entrées	-	230	19	249
Radiations	(125)	(349)	-	(474)
Solde au 31 décembre 2022	10 718 \$	20 442 \$	19 \$	31 179 \$
Amortissement cumulé				
Solde au 31 mars 2021	5 268 \$	9 969 \$	- \$	15 237 \$
Amortissement	1 028	1 560	-	2 588
Radiations	(771)	(395)	-	(1 166)
Solde au 31 mars 2022	5 525 \$	11 134 \$	- \$	16 659 \$
Solde au 31 mars 2022	5 525 \$	11 134 \$	- \$	16 659 \$
Amortissement	594	1 023	-	1 617
Radiations	(125)	(349)	-	(474)
Solde au 31 décembre 2022	5 994 \$	11 808 \$	- \$	17 802 \$
Valeurs comptables				
Au 31 mars 2022	5 318 \$	9 427 \$	- \$	14 745 \$
Au 31 décembre 2022	4 724 \$	8 634 \$	19 \$	13 377 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

8. Actifs au titre de droits d'utilisation

Le rapprochement des actifs au titre de droits d'utilisation se présente comme suit :

	Espaces à bureaux	Centres de données	Total
Solde au 31 mars 2021	8 566 \$	1 371 \$	9 937 \$
Entrées	10 292	-	10 292
Diminutions	(49)	-	(49)
Amortissement	(3 343)	(268)	(3 611)
Solde au 31 mars 2022	15 466 \$	1 103 \$	16 569 \$
Solde au 31 mars 2022	15 466 \$	1 103 \$	16 569 \$
Entrées	140	-	140
Amortissement	(2 496)	(158)	(2 654)
Solde au 31 décembre 2022	13 110 \$	945 \$	14 055 \$

9. Avantages du personnel

a) Actif et passif au titre des avantages du personnel

L'actif et le passif au titre des avantages du personnel comptabilisés et présentés dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière se présentent comme suit :

	31 décembre 2022	31 mars 2022
Actif au titre des avantages du personnel		
Régime de retraite enregistré (RRE)	60 589 \$	53 600 \$
Régime de retraite supplémentaire (RRS)	3 609	3 350
	64 198	56 950
Passif au titre des avantages du personnel		
Autre régime à prestations définies (ARPD)	(16 725)	(19 107)
	(16 725)	(19 107)
Avantages du personnel – actif net	47 473 \$	37 843 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

b) Coûts des avantages du personnel

Les composantes des coûts des avantages du personnel se présentent comme suit :

	Trimestres clos le 31 décembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Coût (produits) des prestations définies comptabilisé en performance financière								
Coût des services rendus au cours de la période	1 398 \$	1 726 \$	13 \$	20 \$	224 \$	255 \$	1 635 \$	2 001 \$
Frais administratifs	94	94	4	4	-	-	98	98
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	2 130	1 939	49	46	198	183	2 377	2 168
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(2 625)	(2 187)	(82)	(67)	-	-	(2 707)	(2 254)
	997 \$	1 572 \$	(16)\$	3 \$	422 \$	438 \$	1 403 \$	2 013 \$

Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisée dans les autres éléments du résultat global

Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des produits d'intérêts	4 714 \$	13 825 \$	285 \$	242 \$	- \$	- \$	4 999 \$	14 067 \$
Pertes actuarielles	-	(25 075)	-	(518)	-	(2 476)	-	(28 069)
	4 714 \$	(11 250)\$	285 \$	(276)\$	- \$	(2 476)\$	4 999 \$	(14 002)\$

	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021

Coût (produits) des prestations définies comptabilisé en performance financière

Coût des services rendus au cours de la période	4 192 \$	5 178 \$	40 \$	60 \$	672 \$	767 \$	4 904 \$	6 005 \$
Frais administratifs	282	282	12	12	-	-	294	294
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	6 390	5 817	147	138	596	549	7 133	6 504
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(7 875)	(6 560)	(246)	(202)	-	-	(8 121)	(6 762)
	2 989 \$	4 717 \$	(47)\$	8 \$	1 268 \$	1 316 \$	4 210 \$	6 041 \$

Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisée dans les autres éléments du résultat global

Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des produits d'intérêts	(29 924)\$	20 368 \$	(545)\$	463 \$	- \$	- \$	(30 469)\$	20 831 \$
Gains (pertes) actuariels	35 655	(25 075)	707	(518)	3 490	(2 476)	39 852	(28 069)
	5 731 \$	(4 707)\$	162 \$	(55)\$	3 490 \$	(2 476)\$	9 383 \$	(7 238)\$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, l'ACSTA a comptabilisé des charges de 236 \$ (212 \$ en 2021) et de 748 \$ (671 \$ en 2021), respectivement, relativement à la composante à cotisations définies du RRE.

c) Principales hypothèses actuarielles

Les hypothèses utilisées pour évaluer les actifs et passifs au titre des régimes à prestations définies sont examinées et, au besoin, modifiées à chaque période de présentation de l'information financière. Cet examen porte habituellement sur les taux d'actualisation et le taux de rendement réel des actifs du régime par rapport aux taux estimés, afin de refléter les hypothèses et les circonstances actuelles. Les modifications des hypothèses actuarielles entraînent des gains ou des pertes de réévaluation comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2022, des gains de réévaluation de 4 999 \$ ont principalement été occasionnés par un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur à celui utilisé par l'ACSTA dans ses hypothèses pour le REE (taux réel de 3,15 % par rapport au taux anticipé de 1,00 %).

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, des pertes de réévaluation de 14 002 \$ ont été réalisées à la suite d'une baisse du taux d'actualisation de 50 points de base (de 3,50 % au 30 septembre 2021 à 3,00 % au 31 décembre 2021). Ces pertes ont partiellement été compensées par un taux de rendement réel des actifs du régime supérieur à ceux qu'a utilisés l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRE (taux réel de 5,62 % par rapport au taux anticipé de 0,87 %).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2022, des gains de réévaluation de 9 383 \$ ont été réalisés principalement à la suite d'une augmentation du taux d'actualisation de 100 points de base (de 4,00 % au 31 mars 2022 à 5,00 % au 31 décembre 2022). Ces gains ont partiellement été compensés par un taux de rendement réel des actifs du régime inférieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRE (taux réel de -8,70 % par rapport au taux anticipé de 3,00 %).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, des pertes de réévaluation de 7 238 \$ ont été occasionnées par la diminution du taux d'actualisation de 50 points de base (de 3,50 % au 31 mars 2021 à 3,00 % au 31 décembre 2021). Ces pertes ont partiellement été compensées par un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRE (taux réel de 9,89 % par rapport au taux anticipé de 2,63 %).

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

d) Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur versées aux régimes à prestations définies se présentent comme suit :

	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes le 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Cotisations de l'employeur				
RRE	1 612 \$	2 250 \$	4 247 \$	7 276 \$
RRS	30	51	50	57
ARPD	52	46	160	138
	1 694 \$	2 347 \$	4 457 \$	7 471 \$

Les cotisations totales de l'employeur aux régimes à prestations définies sont estimées à 6 975 \$ pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

10. Provisions et éventualités

a) Provisions

Divers recours, contrôles et poursuites ont été intentés ou déposés contre l'ACSTA. En raison de leur nature, ces montants comportent de nombreuses incertitudes, et le dénouement de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les provisions ont été déterminées en fonction du résultat d'analyses internes, de consultations auprès d'experts externes en la matière et de tous les renseignements disponibles au moment de la préparation des états financiers.

Pendant le trimestre clos le 31 décembre 2022, les montants calculés par Transports Canada au cours des périodes précédentes ont été versés.

b) Éventualités

Les passifs éventuels de l'ACSTA comprennent les réclamations et poursuites judiciaires, ainsi que les coûts de démantèlement, pour lesquels aucune provision n'est comptabilisée.

(i) Litiges et poursuites judiciaires

Au 31 décembre 2022, il n'y avait aucune poursuite judiciaire importante en cours contre l'ACSTA.

(ii) Coûts de démantèlement

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, il n'y a pas eu de changements significatifs concernant les éventualités liées aux coûts de démantèlement de l'ACSTA. La note 10(b)(ii) des états financiers annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2022 contient une description de ces coûts.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

11. Obligations locatives

L'ACSTA a des contrats de location pour des espaces à bureaux et des centres de données. Elle a pris en compte les options de prolongation pour évaluer les obligations locatives lorsqu'elle avait la certitude raisonnable de les exercer.

Le rapprochement des obligations locatives se présente comme suit :

	31 décembre 2022	31 mars 2022
Solde à l'ouverture de la période	17 236 \$	10 674 \$
Entrées	140	10 430
Diminutions	-	(49)
Paiements de loyers (note 14)	(2 878)	(4 014)
Charges financières	202	194
Réévaluation au titre du taux de change	-	1
Solde à la clôture de la période	14 700 \$	17 236 \$
Solde à la clôture de la période		
Partie courante	1 727 \$	3 129 \$
Partie non courante	12 973 \$	14 107 \$

L'ACSTA a comptabilisé les charges suivantes qui ne sont pas incluses dans l'évaluation des obligations locatives :

	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes le 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Paiements de loyers variables	587 \$	641 \$	1 956 \$	1 564 \$
Contrats de location de faible valeur	15	14	45	45
Contrats de location à court terme	2	-	2	31
Autres frais de location (note 13)	604 \$	655 \$	2 003 \$	1 640 \$

Les paiements de loyers variables comprennent les frais d'exploitation, les impôts fonciers, les assurances et les autres frais liés aux services.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location comptabilisé par l'ACSTA s'est élevé à 1 463 \$ (1 456 \$ en 2021) et à 4 881 \$ (4 452 \$ en 2021), respectivement.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après présente une analyse des échéances des flux de trésorerie contractuels non actualisés pour les obligations locatives :

	31 décembre 2022	31 mars 2022
1 an au plus	4 909 \$	5 931 \$
Plus de 1 an, mais 5 ans au plus	15 036	13 852
Plus de 5 ans	1 083	3 387
	21 028 \$	23 170 \$

12. Financement public différé

Le rapprochement du passif au titre du financement public différé se présente comme suit :

	31 décembre 2022	31 mars 2022
--	---------------------	-----------------

Financement public différé lié aux charges d'exploitation

Solde à l'ouverture de la période	18 241 \$	21 079 \$
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (note 14)	620 536	674 625
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation comptabilisés dans la performance financière	(624 048)	(677 463)
Solde à la clôture de la période	14 729 \$	18 241 \$

Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations

Solde à l'ouverture de la période	406 579 \$	479 306 \$
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (note 14)	9 786	6 259
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations comptabilisé dans la performance financière	(30 421)	(78 986)
Solde à la clôture de la période	385 944 \$	406 579 \$
Total du financement public différé à la clôture de la période	400 673 \$	424 820 \$

Se reporter à la note 14 pour obtenir un complément d'information sur le financement public.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

13. Charges

L'état intermédiaire résumé du résultat global présente les charges d'exploitation par activité de programme. Le tableau ci-après présente les charges d'exploitation par catégorie principale :

	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes le 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Services de contrôle et autres coûts connexes				
Paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle	174 710 \$	134 642 \$	515 167 \$	393 997 \$
Uniformes et autres coûts rattachés au contrôle	3 267	2 658	8 652	7 799
Matériel de détection de traces d'explosifs et biens non durables	2 063	2 585	5 669	5 496
	180 040	139 885	529 488	407 292
Exploitation et entretien du matériel				
Entretien du matériel et pièces de rechange	10 568	9 626	30 023	28 719
CIZR	312	182	896	359
Formation et certification	6	416	264	509
	10 886	10 224	31 183	29 587
Soutien des programmes et services généraux				
Frais relatifs aux employés	15 930	15 478	48 919	47 620
Services professionnels et autres coûts liés aux affaires ¹	2 322	1 411	6 438	4 157
Frais de bureau et frais informatiques	1 804	1 653	5 502	4 846
Autres frais administratifs ²	1 406	1 524	4 514	4 646
Autres frais de location (note 11)	604	655	2 003	1 640
Communications et sensibilisation du public	232	316	597	489
	22 298	21 037	67 973	63 398
Amortissement				
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	9 721	18 584	28 891	56 212
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (note 8)	862	913	2 654	2 718
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 7)	537	646	1 617	1 942
	11 120	20 143	33 162	60 872
	224 344 \$	191 289 \$	661 806 \$	561 149 \$

¹ Les autres coûts liés aux affaires comprennent les frais de déplacement, les coûts et frais liés aux conférences et aux réunions, et les divers droits d'adhésion et frais d'association.

² Les autres frais administratifs englobent les coûts d'assurance, de réseau et de téléphonie et l'entretien des installations.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

14. Financement public

Les crédits parlementaires approuvés pour l'exercice et les montants utilisés par l'ACSTA au cours des périodes de neuf mois closes le 31 décembre sont les suivants :

	2022	2021
Crédits parlementaires approuvés pour l'exercice financier	922 689 \$	852 890 \$
Crédits parlementaires utilisés pour les charges d'exploitation	(620 536)	(493 086)
Crédits parlementaires utilisés pour les dépenses en immobilisations	(12 664)	(7 204)
Crédits parlementaires inutilisés	289 489 \$	352 600 \$

Le tableau ci-après présente le rapprochement entre les crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des charges d'exploitation et les crédits utilisés pour les périodes considérées :

	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes le 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Crédits parlementaires reçus	242 000 \$	198 000 \$	604 825 \$	508 694 \$
Montants reçus liés aux périodes précédentes	(135 321)	(111 768)	(89 625)	(98 694)
Crédits parlementaires à recevoir	105 336	83 086	105 336	83 086
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (note 12)	212 015 \$	169 318 \$	620 536 \$	493 086 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après présente le rapprochement entre les crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des dépenses en immobilisations et les crédits utilisés :

	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes le 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Crédits parlementaires reçus	4 141 \$	2 199 \$	7 057 \$	15 281 \$
Montants à recevoir liés aux périodes précédentes	(3 569)	(2 339)	(2 135)	(12 093)
Crédits parlementaires à recevoir	4 864	1 204	4 864	1 204
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (note 12)	5 436	1 064	9 786	4 392
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des paiements de loyers (note 11)	859	801	2 878	2 812
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations et les paiements de loyers	6 295 \$	1 865 \$	12 664 \$	7 204 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

15. Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière. La juste valeur de la trésorerie, des fournisseurs et autres créditeurs et des retenues de garantie courantes correspond approximativement à leur valeur comptable étant donné que ces instruments sont à court terme.

Les valeurs comptables et les justes valeurs correspondantes des autres actifs et passifs financiers de l'ACSTA sont les suivantes :

	31 décembre 2022		31 mars 2022	
	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)
Instruments financiers évalués à la juste valeur				
Actifs financiers dérivés ¹	599 \$	599 \$	40 \$	40 \$
Passifs financiers dérivés ¹	56	56	-	-

¹ La juste valeur est basée sur un modèle de flux de trésorerie actualisé reposant sur des données observables.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2022 ou de l'exercice clos le 31 mars 2022.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

16. Accords contractuels

Dans le cours normal de ses activités, l'ACSTA conclut des accords contractuels pour l'acquisition de biens et services. Ces accords contractuels doivent respecter les crédits autorisés et sont assortis de droits de résiliation qui permettent à l'ACSTA de mettre fin aux contrats, à sa discrétion et sans pénalité. Les accords les plus importants sont les contrats signés avec les fournisseurs de services de contrôle pour la prestation de tels services ainsi qu'avec les fournisseurs de matériel de contrôle et des services d'entretien de ce matériel.

Le tableau ci-après présente les soldes, avant les taxes applicables, de ces accords contractuels :

	31 décembre 2022	31 mars 2022
Exploitation	1 398 408 \$	1 816 147 \$
Immobilisations	18 821	5 814
	1 417 229 \$	1 821 961 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

17. Transactions entre parties liées

L'ACSTA a conclu les transactions suivantes avec des parties liées.

a) Gouvernement du Canada, ses organismes et autres sociétés d'État

L'ACSTA appartient à part entière au gouvernement du Canada, et est liée par contrôle commun aux autres ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. L'ACSTA conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités. Ces transactions entre parties liées sont conclues aux mêmes conditions normales que celles qui s'appliquent à l'ensemble des particuliers et des sociétés.

Les crédits parlementaires reçus du gouvernement du Canada constituent la principale source de financement de l'ACSTA. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, le financement public de 222 658 \$ (190 799 \$ en 2021) et de 657 347 \$ (562 181 \$ en 2021) respectivement, est comptabilisé dans l'état intermédiaire résumé du résultat global, comprend les crédits parlementaires pour les charges d'exploitation, les crédits parlementaires pour les paiements de loyers et l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations. Les crédits parlementaires à recevoir de 110 200 \$ (91 760 \$ au 31 mars 2022) sont inclus dans les clients et autres débiteurs dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière.

(b) Transactions avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA

Les transactions avec le RRE, le RRS et l'ARPD sont conclues dans le cours normal des activités. Les transactions effectuées avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA correspondent au versement des cotisations telles qu'elles sont présentées à la note 9. Aucune autre transaction n'a été effectuée au cours du trimestre et de la période de neuf mois.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

18. Variation nette des soldes du fonds de roulement et informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation nette des soldes du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Trimestres clos le		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes le 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Diminution (augmentation) des clients et autres débiteurs	26 152 \$	28 424 \$	(16 825) \$	16 107 \$
(Augmentation) diminution des stocks	(383)	715	658	1 420
(Augmentation) diminution des dépenses payées d'avance	(63)	678	2 691	3 375
(Diminution) augmentation des fournisseurs et autres créditeurs	(41 142)	(15 364)	48 876	6 819
Diminution des provisions	-	-	(200)	-
Augmentation (diminution) des retenues de garantie	4	(19)	10	(30)
Augmentation (diminution) du financement public différé lié aux charges d'exploitation	446	(1 433)	(3 512)	(6 233)
	(14 986) \$	13 001 \$	31 698 \$	21 458 \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, la variation des clients et autres débiteurs exclut des montants de 1 295 \$ (997 \$ en 2021) et de 2 729 \$ (10 751 \$ en 2021), respectivement, pour le financement public lié aux dépenses en immobilisations, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, la variation des stocks exclut des montants de 0 \$ (40 \$ en 2021) et de 163 \$ (1 438 \$ en 2021), respectivement, attribuable à la dépréciation des stocks. Ces montants sont inclus au titre des autres transactions sans effet sur la trésorerie dans le tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, la variation des fournisseurs et autres créditeurs exclut des montants de 4 533 \$ (3 190 \$ en 2021) et de 3 807 \$ (19 789 \$ en 2021), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, la variation des retenues de garantie exclut des montants de 137 \$ (3 342 \$ en 2021) et de 134 \$ (3 485 \$ en 2021), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars canadiens)

19. *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté*

Dans le cadre du Budget de 2019, le gouvernement du Canada a annoncé son intention de présenter une loi portant sur la création d'une entité indépendante sans but lucratif, établie par l'industrie, qui assumerait la responsabilité du contrôle de la sûreté aérienne dans les aéroports canadiens. La *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté* a reçu la sanction royale en juin 2019. Cette loi autorise la cession des actifs et des passifs de l'ACSTA et le transfert de ses activités de contrôle à la nouvelle entité.

Ces faits nouveaux n'ont en rien modifié le mandat de l'ACSTA et elle entend continuer de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal de ses activités.

Les négociations sont suspendues. L'échéancier des négociations et de la vente potentielle demeure indéterminé.